

«La Wallonie risque de devenir un **no man's land**»

Willy Demeyer a le sentiment qu'une majorité au parlement wallon veut la dislocation de Publifin/Nethys

Les voix commencent à s'élever à Liège pour s'offusquer de certaines dispositions prises au niveau wallon, notamment par rapport au futur du groupe Publifin/Resa. Parmi celles-ci, on retrouve Willy Demeyer, bourgmestre de la Cité ardente, qui estime que si la Wallonie ne prend pas en compte la réalité métropolitaine de Liège, elle loupera le coche. Entretien.

↳ Y a-t-il un réel fossé entre Liège et Namur aujourd'hui, politiquement ?

Pas entre Liège et Namur fondamentalement. Mais il existe un grand problème depuis la fondation de la Wallonie en termes d'aménagement du territoire. La Wallonie doit avoir un projet pour sa centralité. Et aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Il n'y a pas d'harmonie au niveau de la gestion communale ou supra-communale ; il n'y a aucun statut pour les métropoles que sont Charleroi et Liège alors qu'en Flandre, c'est différent avec Anvers et Gand. Donc, le problème est plus global, même s'il se manifeste aujourd'hui d'une certaine manière, notamment avec Publifin.

↳ Pourquoi allez-vous désormais « contre » les conclusions de la commission d'enquête du parlement wallon suite à l'affaire Publifin, justement ?

Ce qui est ressenti à Liège, notamment via le dossier Publifin, c'est une volonté de marginalisation de la Ville. On veut la ramener à la moyenne wallonne alors que c'est une métropole. On a le sentiment de ne pas être pris en considération par rapport à ce que l'on est réellement. N'oublions pas, par exemple, que nous sommes la capitale écono-

«Ce qui est ressenti à Liège, c'est une volonté de marginalisation de la Ville. On a le sentiment de ne pas être pris en considération»

mique du sud du pays, même si Pierre-Yves Jeholet (ministre wallon de l'Économie, NDLR) n'a pas voulu y amener l'AWEX.

↳ Et donc ?

Donc je ne mets pas en cause la commission d'enquête. Le parlement wallon est souverain, le problème n'est pas là. Le problème, c'est que tous les points de vue n'ont pas été entendus. Je remarque par exemple que l'audit économique sur le groupe Publifin/Nethys n'est pas, ou très rarement, évoqué, alors qu'il amène un éclairage bien différent sur l'initiative industrielle publique. Je ne snobe pas le parlement, mais peut-être devrait-on s'interroger sur la manière dont ont été menés les travaux.

↳ C'est-à-dire ?

Au lieu de tenter de concilier les choses, cette commission a creusé un sillon... J'étais moi-même dans une commission d'enquête parlementaire, celle relative aux attentats de Bruxelles. Autrement dit, sur un sujet encore plus grave. Et j'ai bien vu comment les choses se passaient, avec une recherche de solutions structurées et de consensus global. Avec Publifin, c'était différent.

↳ Il y a toujours un futur pour le groupe Publifin/Nethys ?

Au début de mon passage devant

la commission wallonne, j'ai parlé avec Jean-Luc Crucke qui n'était donc pas encore ministre. Nous avons échangé et il est apparu que nous ne tomberions jamais d'accord car moi, j'étais pour l'initiative industrielle

«Liège, citadelle assiégée, ce n'est pas Caliméro, c'est un fait ! Ce qui se prépare en coulisses, cela s'apparente à une spoliation»

publique. Lui, comme MR, pas. Aujourd'hui, le parlement wallon a la main, il faut lui poser la question... Mais j'ai le sentiment qu'une majorité veut que l'on disloque le groupe, ce qui est un préalable pour amorcer une fusion Orès-Resa voulue par beaucoup. Ce sont des discussions qui étaient dès le début à l'agenda de la commission.

↳ Resa, qui fournit l'électricité et le gaz aux Liégeois, pourrait être viable seul ?

Au-delà des problèmes de gouvernance qu'il faut régler — et pour lesquels j'ai toujours été clair, que ça soit pour les comités de secteur ou les rémunérations du management —, les vraies questions économiques arrivent seulement maintenant. Avec Publifin, on a réduit le nombre d'intercommunales, le nombre d'administrateurs, on a créé des emplois et proposé des tarifs avantageux pour les services rendus. J'en distingue donc deux choses. Tout d'abord que la scission du groupe enlève de la valeur et engendre une perte de rentabilité. Ensuite, Resa est-il viable ? Les projections doivent le montrer... Mais il est certain que deux vi-

sions s'affrontent, désormais.

↳ Lesquelles ?

Il y a la vision wallonne, ce qui impliquerait un gigantesque

travail chez Orès. Ou la vision d'un grand pôle d'activités pour la région liégeoise, à l'instar de ce qui se fait dans à peu près toutes les métropoles allemandes ou françaises. Mais le problème, c'est que la notion de métropole est difficile à affirmer en Wallonie. Soit la Wallonie affirme l'existence de deux-trois métropoles en son sein, soit elle sera un gigantesque no man's land entre Paris, Lille, Bruxelles, Amsterdam et

«Au lieu de tenter de concilier les choses, cette commission d'enquête du Parlement wallon a creusé un sillon»

Cologne. Je le répète : la Wallonie risque vraiment de devenir un no man's land si rien ne change !

↳ En parlant de « citadelle assiégée », n'est-ce pas là une posture de Caliméro ?

Non, c'est un fait ! Ce qui se prépare en coulisses, cela s'apparente à une spoliation. C'est en effet trop injuste de sanctionner des entités qui font ce qu'elles ont à faire, c'est-à-dire créer de l'activité économique avant la fin des transferts de la Flandre vers la Wallonie. Peut-être était-ce une faute de vouloir une expansion économique de ce type... ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
GASPARD GROSJEAN

Toxicomanie**Salle de conso : « Il fallait autre chose »**

↳ **Il semble que les voyants passent petit à petit au vert pour la salle de consommation ?**

Il nous reste à voir comment on arrivera à avoir une base légale pour tout cela. J'ai rendez-vous avec la ministre de la Santé, Maggie De Block, le 30 mars. Nous allons également lancer l'appel d'offres relatif au futur opérateur de la salle. Enfin, on doit encore trouver l'organisation administrative et financière. Mais le personnel est là, l'endroit est désigné et il y a un consensus politique total. Nous n'avons jamais été aussi près.

J'avais à l'époque tenté de faire changer la loi, cela n'a pas marché. J'ai changé de tactique et cela paie aujourd'hui.

↳ **Quid du timing pour l'ouverture de cette salle de consommation à moindre risque ? Vous évoquez fin juin voire début des vacances...**

Et c'est toujours bien ce qui est d'actualité. On avance vraiment à grands pas sur ce projet et je m'en réjouis.

↳ **Craignez-vous le retour d'un certain conservatisme sur ces grandes thématiques sociétales comme la toxicomanie ?**

Je n'en ai vu qu'un, chez Catherine Fonck, cdH à la Chambre. Mais c'est une expression isolée, y compris au sein du cdH. Cette salle de consommation, ça marche partout ! Ce serait une pièce importantissime pour combattre le problème global de la toxicomanie, pour tout le monde. À savoir les personnes en grande détresse sociale, les habitants qui en subissent les nuisances et les fonctionnaires sociaux et de police, qui sont souvent bien démunis. Le modèle actuel a atteint ses limites, il faut donc autre chose. ●

G.G.

Communales 2018**« Rien n'est signé avec personne actuellement »**

> **Les élections communales, c'est dans neuf mois. On en est où au PS de Liège-Ville?**

On travaille à la liste, c'est bien avancé.

> **Un liste avec le sigle PS?**

Oui, le sigle « PS » sera bien présent dans l'appellation de la liste. Par contre, on n'a pas encore déterminé si on se limitait à ça où s'il y aurait quelque chose en plus.

> **Et avec Christine Defraigne, vous vous rapprochez beaucoup ces derniers temps...** Il y a une convergence sur des dossiers de nature éthique, dans

la défense et l'intérêt de Liège.

Mais ce n'est pas la seule, il y a d'autres personnes aussi...

> **Il y a un pré-accord avec elle ?**

Mon objectif, comme je l'ai dit, c'est la majorité absolue.

> **Ce que vous n'avez encore jamais eu.**

C'est vrai, mais la dernière fois nous n'étions pas si loin... Mais plus sérieusement, au moment où nous parlons, rien n'est

signé avec personne et je suis plutôt dans la réalisation du programme.

> **Mais quelles formations politiques pourraient avoir votre préférence dans le cadre d'une éventuelle coalition?**

Ma recette tient en trois points. Un, se construire un bon rapport de forces. Deux, avoir des programmes non pas similaires, mais à tout le moins compatibles. Trois, c'est le plaisir de travailler. C'est quand même un élément essentiel de pouvoir avoir confiance en ses échevins. Je ne sais pas encore dire avec qui ni comment, mais, pour ma part, ce sera ainsi... ●

G.G.